

# EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale  
15. av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

## IMPRESSIONS D'URSS

par Vadim KOZOVOÏ

**Le texte qui suit est la retranscription d'une conférence donnée récemment à l'Institut d'Histoire Sociale par Vadim Kozovoï, au retour d'un séjour de quelques mois en URSS.**

**Né à Kharkov, Vadim Kozovoï fut arrêté en 1957, à l'âge de vingt ans, puis condamné pour avoir participé à la fondation d'un groupe clandestin à l'université, ce qui lui valut d'être envoyé pour six ans dans divers camps de Mordovie.**

**Poète, auteur d'études sur la littérature et la pensée françaises, il a aussi publié en russe des traductions des *Illuminations* de Rimbaud, des *Poèmes en prose* de Mallarmé, des *Chants de Maldoror* de Lautréamont, ainsi que des œuvres choisies de Henri Michaux, René Char, Paul Claudel et Saint-John Perse.**

**Membre du P E N - Club français, il vit en France depuis février 1981 et est actuellement directeur de recherche au CNRS.**

**D**onner un aperçu global de ce qui se passe actuellement en Union soviétique constitue sans doute une tâche impossible. Non seulement mes impressions sont trop disparates, c'est inévitable, mais le pays que j'ai visité (j'y ai passé trois mois ou presque), bien que toujours semblable à lui-même, voire enlisé dans ses ornières, est tout autre que celui que j'ai laissé neuf

ans auparavant. Et par contraste avec l'image habituelle, immuable qu'on en a, la rapidité des changements surprend.

Car tout bouge si vite là-bas que bien prétentieux serait celui qui voudrait broser un tableau exhaustif de ce qui s'y fait ou mûrit. Déjà depuis mon retour, début novembre 1989, que de choses impré-

### « Où avez-vous mené le pays ? »

Je commence par une petite anecdote. En plusieurs endroits de Moscou, on peut acheter toutes sortes de badges aux mentions souvent pleines d'humour, par exemple : « *Tout l'avenir radieux contre une bière* », « *Agent du KGB* », « *Vétéran de la guerre froide* », etc. Ou encore, plus agressif : « *Salauds, où avez-vous mené le pays ?* ». Question qu'à mon avis, tout le pays est prêt à poser aussi.

Seulement, à qui ces propos sont-ils adressés ? Aux responsables de la soi-disant stagnation ? A ceux qui gouvernent le pays aujourd'hui ? Ou à tous ceux qui le maltraitent depuis 70 ans ?

Ce ton catastrophique et féroce se rencontre en tout cas partout.

Moscou est devenue si vaste, si immense qu'elle n'est plus une ville, mais une sorte de campement

sans limites. Pour aller quelque part, je me servais donc souvent de taxis, ou de voitures de gens qui voulaient gagner un peu d'argent.

Chaque fois, la conversation s'engageait facilement. Dans les années 70, je bavardais parfois, comme tout le monde, avec les chauffeurs de taxi, mais jamais alors je n'avais entendu de propos aussi haineux qu'aujourd'hui envers ce qu'on appelle le pouvoir soviétique, les bolchéviques, le communisme. Une fois, par exemple, étant en retard, j'arrête une voiture et dis au conducteur : « *Si je n'arrive pas à temps, je suis perdu* ». Réponse : « *Allons, du calme, la Russie est perdue depuis 70 ans* ». Une autre fois, à peine installé dans une voiture, je suis bien obligé d'écouter tout un monologue sur ces « *révolutionnaires maudits* » qui avaient détruit la Russie. « *Je les étranglerais tous de mes propres mains* », ajoute le bonhomme.

Certes, depuis mon arrivée en France, je parlais autour de moi de l'immense colère diffuse qui, en URSS, couve sous la peur. Mais jamais je n'aurais pu imaginer cette profondeur de la haine très précisément dirigée contre ceux qui « dirigent » le pays depuis 1917. Haine qui va de pair avec le sentiment du désastre et qui s'enfle inexorablement jour après jour. Le ton catastrophique a gagné jusqu'à la télévision, autrefois bastion du temps immobile. Ce sont toujours les mêmes figures brejnéviennes qui présentent le journal du soir avec leurs intonations posées, leur air imperturbable ou optimiste. Mais qu'est-ce qu'elles annoncent ? Les nouvelles les plus noires, en avalanche : pénurie, inflation galopante, grèves, blocage de l'Arménie, menace de sécession des Pays baltes, révolte en Moldavie, voies ferrées pourries, trains immobilisés à Moscou avec leur marchandise en souffrance depuis plusieurs semaines, eaux et terres autour de Leningrad dans un état quasi-apocalyptique... Les choses les plus cata-

strophiques, certes, mais toujours annoncées sur le même registre. Quant aux nouvelles de l'étranger, elles sont en général assez nombreuses et relativement objectives. Du moins, elles paraissent telles.

On pourrait même dire qu'il y a plus d'événements nouveaux (si ce n'est plus d'histoires) à Moscou qu'à Paris. Et comme toute la presse, la télévision évoque sans cesse la criminalité qui monte vertigineusement : corps mutilés, femmes violées, maisons saccagées, crimes abjects et parfois totalement gratuits. De telles images font monter la panique collective, qui est peut-être bien plus forte chez les Soviétiques que celle qu'éprouvent certains Américains (une panique attisée, comme quelques-uns le supposent, non sans arrière-pensée). On peut voir aussi sur les écrans un officier de la milice parler avec le plus grand respect du travail de ses collègues américains, donner des chiffres permettant de comparer la situation déplorable qui sévit en Union soviétique et celle, plus sûre, qui caractérise les Etats-Unis, bien qu'on y exige la vente libre des armes aux particuliers. Voilà l'atmosphère.

Mais il y a, cela va de soi, des limites à ce déferlement de vérités brutes, limites imposées souvent par un bilan voulu (« *les temps sont durs, mais la perestroïka avance* ») et qui concernent surtout l'Empire intérieur, les nationalités. Ce qui se passe en Arménie, en Géorgie, aux Pays baltes ou en Moldavie est montré plus ou moins objectivement, plutôt moins que plus. Parfois, on ne comprend pas d'où viennent les problèmes, ce que veut la population, qui massacre qui et pourquoi. Alors, les Arméniens et les autres ne sont pas très contents. Les réticences, les petits mensonges, la politique de l'autruche ne font qu'accélérer la montée de la tension et les mouvements indépendantistes ou anti-communistes.

### Les gorbachéviens astreints à la politique

On a pourtant l'impression que rien ne peut plus rester caché. Cela se voit chaque soir à la télévision, avec les sessions du Soviet suprême. Certes, les « radicaux », c'est-à-dire le groupe interrégional et ceux qui s'y associent, sont toujours en minorité. Mais ils sont très combatifs et prennent la parole plus souvent que les autres. Et des millions de personnes suivent les débats. Elles ne sont pas dupes – cela se dit partout – des tricheries du président de séance, que ce soit Loukianov ou Gorbatchev lui-même, pour essayer de conduire cet immense orchestre. Ce qui compte, d'autre part, c'est que les néo-bolchéviks gorbachéviens sont maintenant obligés de faire plus que tricher : ils doivent tergiverser, louvoyer, s'accommoder, changer, inventer, bref, faire de la politique. Ensuite, on remarque parfois nettement la radicalisation du marais. Car dans cette assemblée, à part les « radicaux » et les incorrigibles de la nomenklatura, il y a surtout le marais, qui sort quelquefois de son rôle et ne suit pas toujours la « voix de son maître ». J'ai pu le

constater pendant les discussions relatives à la loi sur la propriété, en entendant les discours très fermes de certains représentants de républiques, notamment de républiques autonomes. Ils étaient en accord – paradoxe étonnant ! – avec les députés des Pays baltes, prêts à siéger au parlement pourvu qu'il devienne une sorte de Constituante- du moins s'ils acceptent de rester dans l'Union soviétique, ce qui n'est plus le cas, semble-t-il. Ainsi, une Lituanienne, Mme Prunskene, a donné une véritable leçon à toute cette assemblée, mettant les points sur les « i » et fustigeant la logique impériale et collectiviste en formules tellement ciselées, il est vrai, et pleines de tant d'allusions sarcastiques que les plus mal dégrossis dans la salle n'en ont peut-être pas saisi toute la portée. Après quoi, un représentant de Biélorussie s'est écrié devant tout le monde, à propos des orateurs baltes : « *On comprend parfaitement ce qu'ils insinuent et où ils espèrent aller. Eh bien, qu'ils payent leurs dettes et quittent l'Union ! Bon vent !* ». Un telle âpreté des débats, et cela de-

vant les télésepectateurs, c'est-à-dire des millions d'électeurs d'hier et de demain, voilà du nouveau qui promet, après les soixante-dix ans qu'on vient de vivre. Le malheur est que, pour le moment, ces joutes dramatiques ne débouchent sur rien de tan-

gible ni de positif et que ces débats, sous la pression du pouvoir temporisateur, s'enlisent presque toujours dans des palabres, si interminables que la population en ressent un dépit impuissant ou replonge dans une apathie sceptique. Mais cela durera-t-il ?

### « Regard » et « Cinquième roue »

Pour revenir à la télévision, il faut mentionner surtout une émission de Léninegrad qui s'appelle « Cinquième roue ». Les jeunes journalistes qui la dirigent sont étonnamment irrévérencieux et courageux ; mais l'essentiel est qu'ils *peuvent* l'être, vu l'intermittence du contrôle idéologique et son relâchement alors que les tabous tombent les uns après les autres. Exemple : le documentaire, bien étrange, de Sokourov, metteur en scène connu, intitulé « *l'Élégie soviétique* ». Les images sont muettes et s'enchaînent à première vue sans trop de logique apparente. Mais peu à peu, on comprend qu'il s'agit de Boris Eltsine, de ses origines, de son passé et surtout d'un choix politique, d'une rupture qui devrait enfin être la sienne. A la fin, on le voit sombre et taciturne (en chapka d'hiver !), devant son poste de télévision, regardant par en-dessous Gorbatchev qui prononce on ne sait quel discours...

Mais le plus impressionnant, c'est une suite de portraits de dirigeants soviétiques, nommés tous d'une voix gravement monotone, à commencer par Lénine, jusqu'à Gorbatchev (qui est montré deux fois : d'abord son visage, puis seulement ses lèvres). Il y a donc Trosky, Kamenev, Staline, Rykov, Zinoviev, Iagoda, Kirov, Béria, Kaganovitch, Khrouchtchev, Moukhitdinov, Pervoukhine, Kozlov, Polianski, Podgorny, Brejnev, Ligatchev, Tchebrikov, Slioukov, Ryjkov... Les visages sont en gros plan, les traits soulignés, ce qui donne un effet franchement sinistre. Tout le monde en a parlé le lendemain, d'autant que cette procession, ouverte par un Lénine en casquette, barbiche rasée et portant perruque (« *l'ouvrier Ivanov* », de l'époque de sa clandestinité, en 1917), s'achève avec le même Lénine déguisé. Ces images brutes, mais hautement symboliques (et d'ailleurs parfaitement comprises comme telles par le téléspectateur) de la monstruosité de tous ceux, sans distinction, qui « dirigent » le pays depuis soixante-dix ans, illustrent bien, elles aussi, l'atmosphère générale.

Les émigrés, les dissidents d'hier et les « in-

formels » d'aujourd'hui, les survivants de la Terreur, passent sans cesse à l'écran dans cette émission et on y entend aussi, pour telle ou telle raison précise, des attaques assez dures contre les « pontes » du Parti ou contre le KGB. On voulait supprimer « *Cinquième roue* » à cause d'une interview de Dubcek présentée en octobre dernier, mais on n'y est pas parvenu. D'ailleurs, avec les derniers événements de Tchécoslovaquie, l'interview elle-même est devenue caduque.

A Moscou, c'est l'émission « *Vzgliad* » (Regard) qui semble la plus intéressante. Il y a là reportages, entretiens, discussions et, entre deux sujets, des chansons rock. Chansons plutôt bizarres, d'ailleurs : elles portent souvent un message de refus, élémentaire mais net, comme celui-ci : « *L'avenir radieux, je n'en veux pas, je n'en veux pas...* ». Ou bien : « *C'est un pays maudit, un pays maudit* »... Il arrive que cela se chante parfois sur fond de clips, non moins bizarres au pays des Soviets, comme des caresses de lesbiennes...

Mais tout ceci n'est qu'un décor de « *Regard* », dont le contenu n'a rien de commun avec cette frivolité de défi. Ainsi, une émission sur le Komsomol, avec participation de jeunes, le présente sous les couleurs les plus noires. Quelqu'un dit tranquillement : « *S'il y avait mille associations de jeunesse, libres de toute tendance, alors le Komsomol aurait peut-être sa place. Mais puisque ce n'est pas le cas, il faut le supprimer. Nous, en tout cas, en ce qui concerne son avenir, on s'en fiche* ». Ce thème est développé pendant une heure... Plus édifiant encore, dans cette émission, un entretien avec le philosophe Kapoustine sur la révolte de Cronstadt. Après avoir raconté l'histoire de la révolte et ses recherches d'archives (il refuse en souriant de dire lesquelles !), il lit un des tracts des marins de Cronstadt où il est question du pouvoir des soviets sans communistes. Après quoi il conclut, mine de rien : « *Ça reste toujours le but. Nous n'en sommes pas encore là* ». Et tout le monde opine ou rit...

### Caravansérail idéologique

Le lendemain, sur la place Pouchkine, en plein centre de Moscou, j'ai été témoin d'une discussion très passionnée sur le sujet. L'endroit est bruyant et mouvementé, on s'y bouscule, des groupes s'y forment sans cesse. Un homme s'adresse à la foule en criant : « *Evidemment, Staline en a fait de belles* ». Alors une femme arborant un gros badge pour Eltsine rétorque : « *Staline, dites vous ? Et Lénine ? Vous ne savez donc pas ce qu'il nous a fait à tous ?* ». Tout le monde écoute, beaucoup la soutiennent, d'autant qu'auparavant, quelques-uns ve-

naient de discuter de la révolte de Cronstadt. Et le pauvre homme qui voulait trouver quelque chose de bon, ne fût-ce que dans la pensée de Lénine, paraît désorienté et isolé.

On rencontre là toutes sortes d'orateurs, y compris des figures plutôt folkloriques. Un grand escogriffe se présente comme pédéraste internationaliste et fulmine contre la pollution. D'autres signent une pétition contre les méfaits de la psychiatrie soviétique. Des affiches diverses couvrent chaque jour les murs : pour reconstruire l'église du

Saint-Sauveur, pour un meeting des écologistes ou d'un Front Populaire, ou de tel député populiste adverse déclaré de Gorbatchev. Sur ces meetings et manifestations, très fréquents à Moscou et ailleurs, et qui jouent parfois un rôle considérable, la presse occidentale ne dit presque rien, éblouie qu'elle est par les feux de la rampe du Kremlin ou de ses alentours.

Les gens, blasés – ils en ont déjà vu et écouté pas mal –, passant et repassant, vaquent à leurs affaires. A côté, un petit orchestre, dans un passage souterrain, joue, entre autres, de la musique juive. On donne généralement de l'argent, c'est encore nouveau et la foule applaudit à tout rompre...

Sur cette place Pouchkine, on peut également acheter la presse libre, dite « indépendante ». Elle se vend en fait sans problème : celle des Pays baltes, de vrais journaux, bien imprimés – surtout l'édition russe de l'« *Atmoda* » letton, fort corrosive et riche d'informations –, les « *Chroniques* » du mouvement national ukrainien Roukh, « *Parole libre* » de Moscou, ou « *Opinion Personnelle* » de « *Saint Petersburg* » (!), tous deux édités par l'Union Démocratique, « *Express-Khronika* », « *Panorama* », « *Communauté* » des anarcho-syndica-

listes, « *Programme du Front Populaire de Russie* », « *Nord-Ouest* » de Léninegrad, aussi bien que de temps en temps des éditions de Sibérie, d'Orel, de Gorky, de Magadan, d'Arménie, etc. Et je ne mentionne pas d'innombrables revues – politiques, culturelles, littéraires, religieuses – qui poussent partout comme des champignons, utilisent pour leur publication toutes les techniques imaginables, et qui se diffusent ailleurs et autrement.

On entend souvent dire qu'en province, surtout dans la province russe, « les satrapes locaux règnent toujours » et que rien n'y bouge. Ce n'est vrai qu'en partie, ou peut-être plus du tout. Car toutes ces publications ne sont pas nées de rien. Derrière beaucoup d'entre elles, se trouvent des organisations plus ou moins influentes qui se créent sur place et savent quelquefois coordonner des mouvements de masse importants. La presse occidentale ferait mieux de prêter autant d'attention à ces processus de base qu'aux jeux obscurs du Politburo ou à quelque nouvelle formule de Gorbatchev. Ceci dit, on ne peut pas oublier qu'en février 1917, tout a commencé à Pétrograd (surtout), et à Moscou (un peu), c'est-à-dire dans les grands centres vitaux.

### « Possev », « Radio Liberty » et « Pensée russe »

Pour revenir aux publications diffusées, j'ai eu, je l'avoue, au début de mon voyage, un vrai choc en entendant, à l'endroit décrit, un vendeur à la criée qui proposait le programme du N.T.S. (l'Union Nationale Solidariste, dont le siège est à Francfort). Il n'y a pas encore longtemps, on pouvait, pour le seul fait d'avoir en main ce programme, écoper de plusieurs années de camp ; maintenant, il se vend sur une place publique. Tout comme *la Pensée Russe* de Paris (qui coûte cher : six roubles). Tout change si vite qu'à la fin, on ne s'étonne plus de ce monde à l'envers. La bibliothèque universitaire de Tomsk, en Sibérie, a organisé une exposition appelée « Parole libre » avec plus de soixante éditions périodiques « indépendantes », aussi bien d'URSS que de l'émigration. A Moscou, tout récemment, les Editions Possev (du N.T.S.) ont en droit à une grande soirée en leur honneur à la Maison des Ecrivains où, après les discours, on s'abonnait à la revue « *Grani* » liée à Possev.

Après tout cela, il paraît presque normal que les correspondants de *Radio Liberty* (parfois, il est vrai, très bienveillants envers Gorbatchev) circulent à Moscou, collaborent parfois à la presse soviétique, et que des Soviétiques eux-mêmes s'expriment à *Radio Liberty*. Le député Stanovoïtova a choisi cette radio pour dire son mot sur la tragédie caucasienne. Stréliany, écrivain connu et qui ne se cache pas d'être un antibolchévik, y a fait une série de reportages brûlants sur la campagne russe. Et il vient de recevoir, en plus, un grand prix d'Etat (ces prix ridiculisés par plusieurs journaux existent toujours, avec tout ce que cela suppose de structures « culturelles » stalino-brejnéviennes, mais c'est Stréliany qui en devient le bénéficiaire !). D'autre part, de plus en plus nombreux sont ceux qui

écrivent pour *la Pensée Russe*. J'entends non seulement les Soviétiques, mais aussi, par exemple, Nekritch, qui se trouve en ce moment à Moscou et qui chaque semaine envoie au journal une correspondance.

Toute cette presse indépendante, on la vend à l'université de Moscou, hier encore si fermée et stagnante. On y trouve, en outre, des tracts, des affiches et plusieurs groupes politiques, qui vont des sociaux-démocrates et des anarcho-syndicalistes aux libéraux et aux monarchistes. Le même tableau, je l'ai vu dans le hall du grand Club de l'Université où se tenait le premier congrès d'une « Union des intellectuels ». Là, on pouvait trouver toute la presse qu'on voulait, sans aucun empêchement, y compris « *Notre impression du gorbatchévisme* », journal politico-humoristique assez drôle, avec son supplément, « *La Pravda antisoviétique* », où on peut lire entre autres : « *Bradons le Mausolée et la momie de Lénine !... Soixante-dix ans de terreur sanglante !... En avant ! Vers la victoire de l'anti-communisme* »... Dans des endroits pareils, il est vrai, la milice procède de temps en temps à une interpellation mais en général, cela ne va pas loin et, sauf cas rarissimes, les inquiétudes des vendeurs restent minimes. A Kharkov, où j'ai passé une semaine, j'ai remarqué dans ces lieux de ventes seulement quelques miliciens qui se promenaient à proximité, c'est tout...

Pour revenir à l'« *Union des intellectuels* », je souligne – c'est important – qu'elle est parrainée par les « Syndicats socialistes indépendants » (dont un représentant a parlé là-bas, calmement mais résolument), qui à ce qu'on dit sont présents dans nombreuses entreprises. Ces mouvements syndicaux naissants, sont très variés par leurs ten-

dances, leur poids ou le degré de leur radicalisme. On ne peut pour l'instant mesurer leur unité réelle, ou leur unité d'action éventuelle. Aux Pays baltes, ce sont déjà des syndicats puissants, dont quelques dirigeants siègent comme députés au Soviet suprême. En Géorgie, pays en pleine ébullition, ils sont actifs dans plusieurs grandes usines, dans les mines, à l'École Polytechnique, etc. En Sibérie, dans le Kouzbass, ils se sont développés, on le sait, à travers ces grèves qui ébranlèrent le pays l'an dernier. En tout cas, ils se créent, paraît-il, vite et partout, mais pas toujours en pleine lumière. Ceux dont j'ai vu un représentant agissent méthodiquement : ils ouvrent des comptes en banque, se légalisent peu à peu, présentent leurs candidats aux soviets locaux, tout en préparant leur propre journal et en élaborant l'idée d'une maison d'édition. Ces projets ne relèvent nullement de l'utopie, surtout avec la nouvelle loi sur la presse qui a toutes chances d'être bientôt adoptée par le Soviet suprême.

Entretemps, la presse dite officielle se rapproche souvent de la presse indépendante (elle utilise parfois ses informations). Dans le numéro 2 de la revue

« *Bibliographie soviétique* », il y a une très bonne bibliographie, peut-être même exhaustive à ce jour, des éditions informelles, c'est-à-dire du Samizdat des dernières années. Mais la réalité, dans sa jeune dynamique, dépasse vite les listes établies. On peut lire ainsi, dans « *Les Nouvelles de Moscou* », un article consacré au bureau d'informations sur la presse libre et sur ceux qui l'éditent : anarcho-syndicalistes, sociaux-démocrates, voire nouveaux K.D. (constitutionnalistes-démocrates) et tant d'autres.

Le contenu même de certaines publications anciennes et toujours « organes » de ceci ou cela n'est pas très loin de cette presse indépendante. Sans citer les plus connues, je voudrais mentionner, parmi les plus ouvertes, les revues « *Horizon* », « *20ème siècle et la Paix* », ainsi que le journal « *Cirque soviétique* » (!) qui n'évite pas les thèmes explosifs. On ne peut certes ignorer qu'à Moscou comme en province, subsistent, toujours intacts, des pans entiers de la presse lénino-stalinienne, bétonnée à toute épreuve. Mais encore une fois, c'est la dynamique qui m'intéresse, les processus en marche.

### Pour le multipartisme, contre le KGB

Tout change, les gens et les moeurs aussi. Alors même là où, hier, c'était considéré comme un sacrilège, il est de plus en plus question du multipartisme. Ce sujet est très vite devenu un lieu commun, avant le dernier plénum, et Boris Eltsine affirme maintenant que s'il est élu Président de la Russie, il fera tout ce qu'il faut pour que toutes les associations politiques aient des droits d'action égaux et réels.

Il y a encore trois ou quatre mois, les déclarations de ce genre frappaient les esprits. Ce fut le cas, par exemple, quand l'académicien Chataline, pourtant membre du Parti, après avoir promené, dans « *la Gazette Littéraire* », un regard très noir sur l'économie soviétique et ses perspectives, présenta le multipartisme comme la seule voie possible, étroitement liée à toutes les transformations qui s'imposent.

Plus rares, pour l'instant, paraissent les attaques lancées dans la presse contre le KGB. Mais elles existent. Dans le *20ème siècle et la Paix*, revue analytique d'une audace peu commune et où des révélations sur les « organes » semblent quasi-normales, un article d'une rare dureté mérite d'être noté : il porte sur un colonel du KGB en retraite qui, il y a deux ou trois mois, stigmatisa dans « *Ogoniok* » les méthodes des tchékistes et leurs effectifs pléthoriques, suggérant de les réduire et de les affecter à des tâches plus dignes. Depuis cette publication explosive, ses démêlés avec son ancienne « maison » n'en finissent pas de faire des vagues.

Plus tranquillement, paraissent des publications où les « exploits » des tchékistes de l'époque brejnévienne (dont, suppose-t-on, ceux qui restent toujours en place) sont relatés à travers la destinée de leurs victimes : Grigorenko, Martchenko et tant

d'autres. Il y a encore un an, un article sur le procès de Siniavsky et Daniel, voire une simple mention du nom de Boukovsky, faisaient sensation. Maintenant, la *mode* pour les émigrés a atteint un tel degré que certains journaux « informels » y répondent par des échos sarcastiques. Quoi qu'il en soit, les écrivains émigrés sont reçus à bras ouverts presque partout, personnellement ou par le biais de leurs entretiens envoyés de loin : Brodsky, Voïnovitch, Vladimov, Axionov ou encore Zinoviev qui dans « *Les Nouvelles de Moscou* » peut assurer aux lecteurs -liberté d'opinion oblige !- que la collectivisation des terres n'a pas été si mauvaise que cela ! En tout cas, d'après ce que j'ai appris, sa première œuvre connue va être bientôt publiée...

Un jugement tout autre sur la collectivisation est déjà partagé par tout le pays, sauf peut-être par Ligatchev, ses acolytes et un lobby de partocratie kolkhozienne qui bloquent toute tentative de rendre enfin la propriété de la terre aux paysans. Mais Ligatchev est souvent ridiculisé dans les articles et conférences où l'on montre comment la paysannerie fut *dès le début* trompée puis spoliée par les bolchéviques. Car les racines mêmes du bolchévisme, la guerre civile provoquée par Lénine et les atrocités dues à ses armées et à sa police, ainsi que le crime indélébile d'avoir chassé la Constituante, tout cela non seulement n'est plus tabou, mais fait de plus en plus l'objet de diatribes dans la presse. Rien d'étonnant donc qu'après Orwell et Koestler (très en vogue), puis Conquest, on vienne de publier « *Les sources et le sens du communisme russe* », de Berdiaev, que l'on projete d'édition le « *Staline* » de Boris Souvarine, plusieurs oeuvres de Djilas et peut-être un livre d'Avtorkhanov...

## « Communiste », une injure !

Ce climat général explique en partie - mais en partie seulement - qu'une certaine idée social-démocrate se propage jusque dans les milieux proches de l'équipe gorbatchévienne (certains voient peut-être en elle une bouée de sauvetage). Puisque, il y a bien longtemps, avant la date fatidique de 1917, le Parti s'appelait social-démocrate, pourquoi donc, a-t-on écrit, ne pas le rebaptiser de nouveau pour développer le meilleur de ses anciennes traditions tout en rejetant le reste ? L'académicien Alexéev, député devenu récemment Président du Comité de contrôle constitutionnel, un centriste flou qui prône toujours un « marché socialiste », a parlé, il y a quelques temps, lors d'une discussion économique à Moscou, des valeurs social-démocrates qui seraient les siennes et qu'il faudrait restaurer, en prenant exemple sur tel ou tel pays scandinave. Les auteurs d'un article paru dans « *Ogoniok* » vont plus loin encore : là, il est carrément question de la révision nécessaire des fondements mêmes du marxisme, qui permettrait seule au Parti renouvelé de trouver le bon chemin.

Pourtant, toutes ces ouvertures idéologiques (je laisse de côté les sociaux-démocrates anti-communistes en train de s'organiser) ne viennent-elles pas trop tard alors que, selon certains, il ne reste plus dans le pays que « *de rares régions où le mot communiste n'est pas encore devenu une injure* » ? Cela a été dit pendant la conférence de presse donnée après une importante assemblée de réformateurs du Parti (plus de mille délégués venus de soixante-quatorze villes) dont plusieurs, y compris certains députés au Soviet suprême, s'étaient déclarés prêts à rompre avec le Parti et avec toute la tradition marxiste-léniniste. Le programme d'action adopté, quoiqu'un peu plus prudent, sorte d'avertissement grave au prochain congrès du Parti, appelle à l'instauration du multipartisme parlementaire, à l'introduction résolue de l'économie de marché, et refute aussi bien le « *centralisme démocratique* » que la primauté, sinon la notion même de lutte des classes.

Voilà ce qui se passe de nos jours. Mais le blocage de l'appareil et le freinage du sommet, sur fond d'innombrables impasses désastreuses, se sont révélés tels que la population, dans sa majorité écrasante, traverse une période marquée de haines et d'angoisses, où l'avenir se présente sous les couleurs les plus sombres.

Un oeuvre littéraire reflète tout cela, qui a fait beaucoup parler d'elle. « *Celui qui n'est pas retourné* », tel est le titre de ce récit annonciateur (et au fond, si peu prophétique !) qui nous montre l'Union soviétique en 1992 : guerre civile ou plutôt guerre de tous contre tous, famine généralisée, chaos, délabrement total, dictature obscure doublée d'une anarchie sanglante... « *Ce n'est qu'un avertissement* » (encore un !), disait l'auteur à la télévision. En tout cas, cette vision quasi-apocalyptique s'inscrit bien dans le présent.

Toutefois, en ce qui concerne le futur immédiat et ses menaces imminentes, on évoque plus souvent, du moins parmi les intellectuels, l'éventualité d'un coup d'Etat. En lisant il y a trois mois un long article sur ce sujet dans la « *Moskovskaïa Pravda* », je m'étais dit que c'était tout nouveau, que jamais auparavant la presse dite « du Parti » ne se serait permis une telle liberté, car la question était posée crûment : le départ forcé de l'équipe gorbatchévienne serait-il possible et si oui, comment pourrait-il se produire ? La réponse, bien que négative, m'avait paru assez équivoque. Puis je me suis ravisé, me disant qu'avec la chute de l'image de Gorbatchev dans l'opinion publique, certains journalistes, consciemment ou non, sur commande ou pas, suscitaient peut-être une certaine peur pour rappeler que, quels que fussent ses défauts, le leader d'aujourd'hui était toujours meilleur que ne le seraient Ligatchev, Krioutchkov et Iazov réunis.

« *centralisme démocratique* » que la primauté, sinon la notion même de lutte des classes.

## Enterrer Lénine « humainement »

Pour revenir à la publication citée (d'autres, plus incisives, l'ont suivie depuis), ce qui m'est apparu « vieux jeu », ce sont les citations de Lénine dont l'article se trouvait émaillé, alors qu'ailleurs, par-ci, par-là dans une certaine presse « officielle », on crache de plus en plus ouvertement aussi bien sur les bolchéviks que sur la révolution d'octobre... Peut-on dire, alors, que Lénine reste, et lui seul – pas n'importe quel Lénine, cela va de soi, mais son image renouée, mythique : père de la NEP, ennemi acharné de Staline, auteur de quelques phrases peu nettes et tirées du contexte de la fin de sa vie. Peut-on affirmer qu'ainsi métamorphosé, il sert comme d'habitude, inébranlablement, de pilier sacré et souverain du régime ? Qu'en est-il donc de « *notre chef et maître* » ? On a d'abord remarqué, depuis plus d'un an, les flèches qu'on lui décochait dans tel quotidien ou hebdomadaire, telle revue littéraire. Pourtant, ces derniers temps, la

poussée s'est accentuée, transgressant parfois toute limite imposée.

Il y a plusieurs mois, au Congrès des députés du peuple, l'historien Kariakine proposa, en termes assez respectueux – qui n'empêchèrent pas la majorité de protester violemment – que le corps de Lénine (ou ce qu'il en reste) fût enfin enterré « *humainement* » (quelqu'un de bien renseigné m'a fait savoir que c'était un coup d'essai convenu d'avance avec Gorbatchev). Presque au même moment, « *Le 20<sup>e</sup> siècle et la Paix* » publia un article féroce sur le Mausolée de Lénine et le culte du cadavre. Le père fondateur lui-même y fut égratigné. Plus tard, dans « *La Revue des Livres* », parut une lettre de lecteur qui esquissait une comparaison aboutissant à l'équivalence entre Lénine et Staline. Il y eut bien une réponse à cette lettre, mais elle fut confectionnée en termes si mous qu'il était impossible de deviner la position de la rédaction en chef...

On ne peut citer tous les cas où Lénine a été dernièrement mis en cause : un essai historique dans « *Ogoniok* », des études dans une revue de Riga (mais aux Pays baltes, la liberté de la presse est quasi-totale), puis dans une autre de Léninegrad...

Un rédacteur en chef me disait : « *Si vous préparez quelque chose pour nous et que vous vouliez, par exemple, déboulonner Lénine, allez-y, nous ne sommes pas censurés* ». Il ne faut tout de même rien exagérer, ni oublier les réalités qui pèsent. La même « *Revue des Livres* » annonce la prochaine publication des souvenirs sur « *Vladimir Ilitch* » (en dix volumes), ainsi que celle de ses œuvres choisies (en dix volumes aussi), et cette avalanche dans toutes les langues du monde, par millions d'exemplaires, n'en finit point dans un pays où le papier manque cruellement.

Toutefois, un pas décisif vient d'être franchi, qui pourrait enfin rendre caduc le dernier tabou. Il s'agit des propos du philosophe Tsytko dans un entretien publié par « *La Gazette Littéraire* » (qui sait pourtant, dans les questions les plus graves, agir avec circonspection). Sur une page et demie du

journal, en réponse à ses contradicteurs, cet ancien conseiller du Comité central (il est maintenant Directeur-adjoint de l'Institut des pays socialistes !) s'engage dans une attaque implacable contre le fondateur du bolchévisme, en faisant remonter celui-ci non à l'histoire ou aux traditions russes, mis à part un certain messianisme qui lui a servi d'appât, mais, le plus simplement du monde, aux sources marxistes, surtout à l'utopie de la « *dictature du prolétariat* » ; ainsi montre-t-il avec quel aveuglement têtu et peu scrupuleux Lénine, dès le début, mena une expérience conduisant à l'asservissement et à la ruine d'un pays cobaye qui, alors en plein essor et malgré toutes ses tares, n'avait nullement mérité cela... Même un membre du Politburo, Alexandre Yakovlev, homme d'une honnêteté indéniable, peut-être le seul parmi ses collègues, traité par les chauvins de judéo-maçon, a rénié, lui, le léninisme sans en avoir l'air, ni certainement la volonté consciente si l'on en juge par ses discours et ses entretiens, notamment le dernier où, pour disculper Lénine, il ne trouve que ces mots : « *Personne, même un homme de génie, ne peut s'évader de son temps* ».

### La soljénitsynisation de la société soviétique

Ce retrait de la scène de celui qui, depuis sa mort, restait « *toujours vivant* » et garant sacré des assises du régime, sans être évidemment un fait accompli, gagne de plus en plus les mentalités, et cela pas seulement dans les milieux intellectuels. Un chauffeur de taxi âgé et montrant une mine plutôt triste, qui se plaignait surtout de la dureté de l'existence, me demanda « *d'où ça venait* » et eut, après ma petite phrase sur le couple Lénine-Staline, cette réponse inopinée :

« *Oui, pour moi aussi, les deux compères se valent. Si j'ai eu des doutes là-dessus, rien n'en reste maintenant grâce à « l'Archipel du Goulag » que je viens de lire dans « Novy Mir ».*

En effet, ce qui se passe en ce moment, sinon ce qui commence, pourrait bien s'appeler la « soljénitsynisation » de tout le pays. J'ai rendu, deux ou trois fois, visite à la rédaction du « *Novy Mir* », où travaille un de mes amis, représentant de Soljénitsyne en URSS. A chaque minute, c'étaient des coups de téléphone de tous les coins du pays, pour obtenir l'autorisation de publier tel ou tel texte de l'écrivain. Journaux, magazines, revues, maisons d'édition, tout le monde s'arrache fébrilement ses écrits, cependant que ses œuvres quasi-complètes doivent paraître dans une nouvelle maison d'édition en train de se créer auprès de « *Novy Mir* ».

Personne, toutefois, même parmi ses admirateurs

les plus fervents, n'oserait nier, je crois, qu'en dehors de la levée de l'interdit, cette passion des éditeurs pour Soljénitsyne répond sans doute à des motifs très peu esthétiques, pas tellement spirituels, mais d'abord politiques.

Toutes proportions gardées, il n'en va pas autrement de toutes sortes d'essais, de souvenirs, de polémiques, voire d'œuvres littéraires, autochtones et contemporaines, ou tirées sans cesse du patrimoine de l'émigration, qui, souvent sans briller par des valeurs intrinsèques, remplissent des milliers de pages dans les périodiques.

Plusieurs écrivains, historiens et philosophes en viennent à s'exaspérer d'une telle atmosphère de politisation outrancière (qui ne se limite pas, cela va de soi, au domaine de l'édition) ; d'autres encore, nullement procommunistes, récusent ce manichéisme « à l'envers » qui se propage, concernant le désastre de 1917 et les racines de tant de malheurs, comme si l'on avait complètement oublié une bonne partie du passé russe : servage trop long, puis ses conséquences, problèmes sociaux ou nationaux aigus, aveuglement des castes dirigeantes, sans parler de l'effondrement spontané du régime tzariste, de la sauvagerie destructrice des paysans, de l'éclipse de toute contrainte religieuse et de la victoire même, dans la guerre civile, de l'Armée rouge, nullement « importée ».

### Non aux « réhabilitations » !

Quoiqu'il en soit et quoi qu'on en pense, telles sont, réductrices, si ce n'est primaires, les vérités d'une « période de transition »... vérités qui n'en permettent pas moins au public de s'imprégner d'i-

dées trop longtemps bannies et de textes vraiment importants. On comprend d'ailleurs mieux ce climat de simplisme à mesure qu'on se plonge et se replonge dans les effroyables témoignages ou récits

sur la terreur communiste qui ne cessent de paraître et de bouleverser l'opinion. On croyait tout savoir sur ces horreurs, mais voilà qu'en regardant, dans « *Ogoniok* », une suite de croquis dantesques réalisés dans des camps par une détenue, femme d'un courage inflexible, on se dit que peut-être cela ne tombera jamais dans l'oubli, comme aucun de ces crimes du pouvoir soviétique qui échappent à l'ordre rationnel et rappellent ce mot d'un gardien S.S. d'Auschwitz : « *Ici, il n'y a pas de pourquoi* ».

La liste des victimes ne s'arrête plus, même officiellement, aux années 1929-1938, et le martyrologue s'ouvre maintenant, pour beaucoup, sur le massacre de la famille du dernier tsar. Plusieurs études et récits, de plus en plus atroces, d'un esprit clairement antibolchévique, ont paru sur ce sujet et dans un théâtre réputé, le décor de « *Boris Godounov* » incluait à titre de pendant, un portrait agrandi du dernier tsarévitch, exécuté bestialement en 1918.

Tout ceci explique une anecdote architypique qu'on m'a racontée à Moscou. Un auteur inconnu apporte à une revue un épais manuscrit. Sa prose. On lui demande : « *Etes-vous allé en prison ?* » - « *Non, jamais* » - « *Eh bien, dommage, lui répond-on, dans ce cas-là, rien à faire* »...

Entre-temps, à tous les niveaux, se poursuit une campagne soutenue de « *réhabilitations* ». Campagne douteuse, indécente et révélatrice, car ainsi le pouvoir actuel, malgré ses assurances d'avoir rompu avec l'ancien régime meurtrier, se présente (contre sa volonté ?) en *continueur légitime* de l'Etat policier stalino-léniniste. Pour prendre un exemple clair, personne en Allemagne n'aurait eu l'idée de « *réhabiliter* » les victimes ou martyrs du nazisme. Ce que j'ai formulé dans un entretien publié par « *La Revue des Livres* ». J'y ai dit surtout que je n'en voulais point pour moi, et que c'était une vraie honte que d'annoncer publiquement que Kliouev, grand poète condamné et plus tard fusillé, le fut «  *injustement* » parce que, voyez-vous, il ne s'était pas, « *selon ce qui est maintenant établi* », opposé au pouvoir soviétique. S'il s'agit de « *menées* » ou de « *conspiration* », on n'a nullement besoin de « *sources compétentes* » pour apprécier le délire des accusations. D'autre part, s'il s'est réel-

lement dressé (et il le fit dans un long poème) contre ce régime qui extermina - entre autres - des millions de paysans, alors gloire à lui et tous les honneurs !

Je me cite seulement pour qu'on juge avec quelle vitesse ces temps renouvellent le vocabulaire admis. Il y a moins de trois ans encore, Gorbatchev réfutait le terme de stalinisme, trop « *bourgeois* » à son goût. De nos jours, celui de totalitarisme, appliqué au régime en tant que tel, s'est largement généralisé, dans toutes ses connotations (les critiques concentrées sur Staline paraissant déjà bien dépassées), cependant que la comparaison entre les deux systèmes totalitaires majeurs de ce siècle est devenue une sorte de truisme. Elle s'est d'ailleurs officialisée et les Pays baltes s'en sont servis aussitôt avec la condamnation par le Soviet suprême - après un exposé d'Alexandre Iakovlev - de l'entente stalino-hitlérienne en 1939.

Il faut ici noter qu'en ce qui concerne la politique étrangère actuelle, les journalistes se trouvent encore devant beaucoup plus d'interdits, fussent-ils du genre « *doux* », qui imposent réticences, dénis de vérités, etc. Mais là aussi, des percées, ces temps-ci, deviennent plus fréquentes. Par exemple, cet article dans « *Les Nouvelles de Moscou* » dénonçant l'aide, surtout militaire, que l'URSS apauvrie, quasi-ruinée elle-même, apporte aux pires régimes du Tiers Monde et à quelques pays dits « *frères* ». Cuba est nommée plusieurs fois parmi ces Etats où « *régnent la dictature et le culte des chefs* ». Castro, d'ailleurs, au courant de tels propos, vient d'y répondre violemment dans un journal espagnol.

L'armée, hier non moins intouchable, en prend aussi souvent pour son grade : sa nomenklatura pléthorique et nulle, ses moeurs inhumaines cachées, son omniprésente direction politique, enfin son aptitude fort douteuse au combat, sauf lorsqu'il s'agit d'un « *ennemi intérieur* ». L'important est que ces critiques émanent maintenant d'officiers eux-mêmes dont quelques uns, au Soviet suprême, rejoignent le groupe interrégional. Reste à savoir si tant de paroles ont quelque influence sur des forces si pesantes.

### On éteint la télé, plus de « perestroïka » !

Car on a, en effet, l'impression qu'avec toutes ces choses, quelquefois inouïes, qui s'écrivent ou se disent, la vie continue sans en être secouée, tandis que les structures échappent au changement. Au surplus, la censure, devenue fort distraite, si ce n'est en plein désarroi, n'en existe pas moins sous telle ou telle forme. La section idéologique du Comité central s'en occupe toujours, sous la direction de Vadim Medvedev. D'ailleurs, à la tribune du Soviet suprême, lui-même et son adjoint Kapto ont été récemment dénoncés parmi ceux qui faisaient pression sur une commission de députés pour introduire des restrictions dans son audacieux projet de nouvelle loi sur la presse. La loi doit abolir la censure, mais peut-elle liquider celle qu'exercent, en fait, le Parti lui-même et d'autres « organisa-

tions » éditrices ? Même si toute association, voire tout particulier a, sous certaines conditions assez simples, le droit d'éditer, de créer des journaux ou maisons d'édition, que pourra-t-il se passer réellement tant que le monopole d'Etat du papier, des imprimeries et de la distribution subsiste ?

Telles sont les questions posées ça et là, et la distinction essentielle, formulée d'abord dans « *Le 20<sup>e</sup> siècle et la Paix* », puis répercutée et approfondie à travers de nombreuses discussions, est maintenant celle qui sépare la *glasnost* octroyée de la *liberté* de la parole. Un progrès indéniable qui n'empêche pas les censeurs, à tous les niveaux, de se réveiller et de contre-attaquer. On a essayé, à la suite de la publication d'un sondage qui révélait la très faible popularité de Gorbatchev, de chasser Starkov, rédacteur

en chef d'« *Arguments et faits* », hebdomadaire édité à plus de trente millions d'exemplaires. La rédaction a menacé de faire grève, d'autres journalistes l'on soutenue et Starkov – pour l'instant – garde sa place ! Juste avant mon départ de Moscou, le *Goskompetchat* (cet immense ministère des éditions et des moyens d'imprimerie, créé par Khrouchtchev et qui tient toujours bon), a voulu se débarrasser d'Avérine, rédacteur en chef de « *La Revue des Livres* », homme d'une rare indépendance d'esprit, qui avait, le premier, lancé une campagne en faveur de Soljénitsyne. Cette fois, des voix se sont élevées de partout, notamment de plusieurs députés influents, et Avérine a été sauvé.

On a aussi vu, depuis lors, l'impuissance d'un lobby chauvin de l'Union des Ecrivains de la Russie à évincer de la revue « *Octobre* » son rédacteur en chef Ananiev, député lui-même, qui n'a pas fléchi. Il est devenu extrêmement difficile – du moins à Moscou et à Léninegrad – de manipuler la presse en congédiant à sa guise tout journaliste courageux. Et c'est pourtant, à Moscou, quelques jours avant le Nouvel An, que des civils « *inconnus* » se sont présentés devant le studio de « *Vzgliad* » et ont confisqué les sujets politiques tournés pour la prochaine émission. Et c'est à Léninegrad, sur l'instigation de Boris Guidaspov, chef local du Parti (d'ailleurs placé là par Gorbatchev lui-même, qui devrait maintenant s'en mordre les doigts), qu'on vient de déclencher une machination pour retirer aux écri-

vains, devenus ingouvernables, une revue créée par eux-mêmes et l'offrir à la Mairie où s'est installé un bloc irréductible d'ultra-orthodoxes et de patriotards.

Le plus grave n'est pas là. Un compositeur mondialement connu me disait : « *On allume la télé, c'est la perestroïka. On l'éteint, plus de perestroïka* ». Les gens sont assommés par une avalanche de paroles qui ne donnent rien ou presque dans la réalité vécue. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le système craque, mais sans pour autant s'effondrer (tout le monde a peur d'une débâcle brutale). Il se refuse – de par son essence – à commencer sa véritable transformation. Telle est la situation que les Soviétiques vivent aujourd'hui : mouvante et bloquée en même temps. D'où cette fatigue d'attendre, l'apathie qui vient, le regard pessimiste, sceptique, parfois désorienté, de tous ceux qui en ont vu bien d'autres. Il existe des craintes que cela puisse conduire à une faible participation aux prochaines élections des Soviets locaux et des républiques, ce qui donnerait une chance aux apparatchiks revanchards. Craintes d'autant plus compréhensibles que ni le Soviet suprême, ni le Congrès des députés du peuple (parmi lesquels, selon un député, seulement un tiers serait représentatif), n'ont jusqu'ici réussi à créer la moindre structure de rechange pour canaliser tant soit peu la haine politique et sociale montante.

### Le KGB tel qu'en lui-même l'éternité le change

Alors donc que dans la presse, dans la rue et même au Parlement, monte un ton certain d'innovation, tout se passe comme si la réalité tangible, avec sa dureté quotidienne et ses contraintes institutionnelles, en était toujours là, dans un décor à peine changé. Attaqué durement par le député Vlassov (cet écrivain, ancien champion olympique, vient de quitter le Parti), puis par beaucoup d'autres, à l'occasion de manifestations de toutes sortes, le KGB temporise, s'agite en apparence, s'attribue de nouvelles missions, mais avant tout reste en place. La « *Direction de la lutte contre les diversions idéologiques* » est supprimée. Voilà une bonne nouvelle. En revanche, est aussitôt créée la « *Direction de la lutte contre les actions anticonstitutionnelles* ». Et le général Abramov, chef de la direction supprimée, devient quasi-naturellement adjoint du Procureur général de l'URSS.

De quoi le KGB s'occupe-t-il de nos jours ? Si l'on croit ses communiqués qui – déguisés parfois en reportages – passent de temps en temps dans la presse (pas dans toute) et à la télévision (d'Etat), il ne fait que combattre le racket, traquer la mafia et, bien plus rarement, démasquer les espions. En outre, il entre en relations avec la CIA pour coordonner (!) la lutte contre le terrorisme international. A part ces activités valeureuses, le Comité, on nous l'assure, ne chôme pas : ses collaborateurs organisent des rencontres (où on les houspille quelquefois) avec les survivants de la terreur, se mêlent

d'écrire (pour de nobles causes) dans tel ou tel journal indulgent, nouent même des contacts (plutôt loin de Moscou, en province) avec l'association *Mémorial* en vue de recherches dans les archives (toujours secrètes) sur les longues années de répression.

L'art et la littérature ne sont pas non plus étrangers aux collaborateurs du KGB : au musée Maïakovski (!), lors d'une exposition récente, se trouvait, parmi d'autres hôtes, un haut gradé des « organes » dont d'ailleurs une commission avertie doit, comme il y a dix ou vingt-cinq ans, décerner des prix aux meilleures œuvres sur les tchékistes. Ses sinistres immeubles, énormes et laids, dont plusieurs construits il y a sept ou huit ans, dominent tout le centre de Moscou et – paradoxe extrême ! – aujourd'hui plus encore qu'hier, on essaie en vain de deviner ce qui se passe derrière leurs murs... Quand une large union de mouvements, « *Russie démocratique* », créée à Moscou pour les prochaines élections, exige dans son programme que les fonctions du KGB soient réduites au contre-espionnage et qu'il soit obligé de rendre des comptes au Parlement, cela ne peut pour l'instant qu'être un vœu pieux, rien de plus. De même en ce qui concerne ses effectifs et toute son armée de mouchards : quel est leur nombre ? Vont-ils être réduits ? L'ont-ils déjà été, quelque part ? On le dit, mais qui peut en être sûr ?

Dans une commission du Soviet suprême, des questions précises et même sarcastiques ont été posées à Krioutchkov avant le vote de sa nomination au poste de Président du KGB. Par moments fort embarrassé, il a néanmoins réussi, tout en assurant

que son Comité faisait résolument peau neuve, à esquisser les réponses... L'essentiel pourtant n'est peut-être pas là. Il réside dans le pouvoir d'endiguer de l'illustre police, qui sans doute diminue en fait.

### Moscou, pitoyable et crasseux

Si donc l'effondrement du régime, du moins de ses supports les plus odieux, se fait toujours attendre, au contraire la vision quotidienne de l'écroulement de son économie sociale s'impose. Tout ce qui tenait encore plus ou moins debout dans les années soixante et même au début de la décennie suivante, où l'on pouvait vivre tant bien que mal, acheter de quoi se nourrir, s'habiller, etc, n'existe plus que dans les souvenirs. Moscou donne aujourd'hui l'impression d'un délabrement pitoyable et crasseux inconnu auparavant : maisons en ruine, boue, mares, tas de détritiques dans la rue, services fonctionnant à peine, magasins vides et sales, aide

médicale déficiente et sans moyens... S'y ajoutent, dans tout le pays, de nombreux désastres écologiques (dûs notamment à certaines « novations » agricoles démentielles des satrapes brejnéviens), l'alcoolisme généralisé (qui, il y a quatre ans, a pris un nouvel essor après la stupide tentative de l'arrêter par décret), la mortalité infantile galopante, des pourcentages effroyables d'enfants débiles... D'où les cris d'alarme ou de panique concernant le fonds génétique de la nation, dont la presse attribue ouvertement la déchéance aux soixante-douze années de pouvoir soviétique.

### Un peuple meurtri et désabusé

Arrivé en France début 1981, je portais déjà en moi le sentiment atroce du dépérissement de tout un peuple, peut-être le plus malheureux du monde. Maintenant, neuf ans après, les gens semblent en proie à de nouvelles privations, souffrant de contraintes innombrables. Et s'ils sont toujours sans défense, ils paraissent plus las encore. Certes, on peut se dire que ce peuple en a vu d'autres, même dans les années trente, après la guerre civile : sous la dékoulakisation, et au paroxysme de la terreur, dans des tourbillons de toutes sortes, le peuple russe a su garder en lui une force vitale peu commune. Mais jusqu'où peut-on subir sans péril ?

Un correspondant de presse français en poste à Moscou, gorbatchévien aveuglé admiratif, reprochait devant moi aux intellectuels russes d'être trop sceptiques, sinon trop critiques envers Gorbatchev, et à toute la nation de rester dans l'expectative, de se montrer trop méfiante. Ces leçons irritées à un peuple meurtri qui réagit selon son expérience m'ont paru déplacées et profondément injustes. D'autant que depuis des mois la situation dans le pays évolue très vite, dépassant Gorbatchev et ses « précautions ». La vie politique et sociale, surtout dans les périodes consécutives à tant de désillusions, devrait-elle s'agrémenter de révérences ? Mais toutes mes objections laissèrent froid le journaliste :

« Vous avez maintenant un dirigeant qui agit », m'a-t-il dit. « Il faut lui en savoir gré et foncer ». J'ai répondu qu'il était pour le moins malhonnête de reprocher quoi que ce soit à ceux qui n'avaient ni l'envie, ni la force de « foncer ». Comme si, à des gens qui sortent d'un camp nazi, on avait ordonné : « Vivez et combattez ! ». Il faut quand même montrer un peu de pudeur... et de lucidité.

Ce qui, au contraire, relève du miracle, c'est, par

exemple, que ce pays ait suscité d'un seul coup, après soixante-dix années indescriptibles, tous ces esprits indépendants et mûrs pour un vrai combat politique, ceux qui agissent au Soviet suprême et ailleurs. C'est aussi l'apparition de nombreux candidats députés résolument anticommunistes ou ces manifestations récentes organisées à travers plusieurs villes de province pour chasser des satrapes locaux, des secrétaires d'*Obkom* et leur clientèle... Peut-on attendre de la « gratitude » de la part d'une population dont la vie quotidienne devient insupportable en l'absence des réformes qui s'imposent ?

Sans vouloir parler d'économie, je voudrais citer quelques chiffres officiels trouvés dans la presse. Pour chaque rouble de la masse monétaire, il y a seulement 18 kopeks de marchandises. Par ailleurs, 5 % seulement des produits alimentaires se vendent maintenant en quantité suffisante à la population. Cette offre réduite explique, entre autres, l'inflation désastreuse. Mais où, en quelles mains se trouve l'argent disponible si à peu près 50 millions de personnes vivent au seuil de la pauvreté (selon les normes soviétiques) ? Et comment commencer seulement à remonter la pente avec tant de terres dévastées et délaissées et avec des moyens de production si vétustes (dans d'immenses régions comme la Sibérie, 4 ou 5 % seulement du matériel de production répondent plus ou moins aux standards mondiaux).

Personne ne croit plus aux projets mirifiques qu'on avance de temps en temps (dont de nouveaux « plans Marshall » en perspective). Mais les gens – selon les sondages, beaucoup moins réticents à l'initiative privée que n'essayaient de le montrer les apparatchiks – voudraient qu'on leur propose non des rafistolages, mais une espérance, la sortie d'un sys-

tème périmé. Au lieu de quoi, ils voient arriver de nouvelles mesures restrictives, le rationnement généralisé, des villes qui ferment les portes de leurs magasins aux « étrangers » (Léningrad et bientôt, peut-être, Moscou), et tout cela à mi-chemin entre l'ordre connu et le grand inconnu, quand la vie économique entre dans un chaos accompagné d'attaques démagogiques contre la propriété privée, laquelle fait d'ailleurs de moins en moins peur, même aux plus arriérés. Au lieu de la « révolution » annoncée et des « transformations profondes », on donne à lire aux gens (mais qui le lit ?) les éléments d'un nouveau plan quinquennal confié aux ministères de branche toujours en place. Et quand un lecteur, dans « *Arguments et faits* », s'indigne de la « disparition » des chaussettes dans les magasins, le chef de la section du commerce de bonneterie du Ministère du commerce (!) tente d'expliquer ce

nouveau « déficit » par des « achats accrus » pour on ne sait quelle raison... Avec l'aide de la presse qui se radicalise, les gens se rendent enfin compte que leur pays se trouve parmi les plus pauvres du Tiers Monde... Mais les « exploits cosmiques » continuent, sous les applaudissements des médias occidentaux. Si seulement ces derniers pouvaient (et voulaient bien !) nous montrer les réactions des « simples gens » soviétiques à ces exploits !

Rien d'étonnant, donc, si ces gens sont fatigués, sceptiques, méfiants et si en outre ils ont peur de la guerre civile, d'un coup d'Etat, de l'anarchie, des pogroms. Non seulement les Juifs quittent le pays en masse (cela s'explique en partie par une propagande antisémite de plus en plus insolente), mais beaucoup de Russes n'en peuvent plus et attendent la loi qui permettra à tous de quitter le pays librement...

### Pas de nationalistes à la périphérie de l'empire !

Il y a aussi – car l'Empire se disloque – la peur des conflits nationaux, qui n'en sont peut-être qu'à leurs débuts. Je ne vais pas m'étendre trop là-dessus, on sait ce qui se passe – mais seulement souligner quelques points importants. D'abord, quand on parle du nationalisme des Pays baltes, le terme paraît plutôt déplacé. Des mouvements nationaux, oui, mais ce n'est pas tout à fait ce qu'on appelle du nationalisme. Personne n'aurait l'idée de considérer la Résistance en France comme un mouvement nationaliste français opposé à l'occupation. Or, les Pays baltes ont été quand même bel et bien occupés par l'Armée rouge, comme l'avaient été auparavant la Géorgie, l'Arménie ou l'Azerbaïdjan. On ne peut d'autre part ignorer que, par exemple pour la nation estonienne (et encore plus pour la Lettonie), la question de l'indépendance est devenue une question de vie ou de mort du fait des problèmes démographiques créés par « l'internationalisme » impérial de Moscou : si, en 1940, il y avait là-bas 8 % de non-Estoniens, de nos jours ils sont 40 %.

Cependant, les conflits avec cette partie de la population, attisés par toutes sortes de machinations politiques, sont beaucoup moins graves que ne l'affirme le Comité central de Moscou. Dans toutes les républiques baltes, il y a de très nombreux russophones qu'on appelle là-bas « nos Russes » et qui se sentent à l'aise dans une nouvelle ambiance de liberté, qui soutiennent, y compris dans les Fronts populaires, l'idée de l'indépendance des Etats baltes. Car, autre point à souligner, ces mouvements nationaux portent en fait une nette caractéristique politique et sociale. Ce n'est pas un hasard si précisément aux Pays baltes, en Transcaucasie, en Moldavie aussi et de plus en plus en Ukraine, là où les mouvements nationaux sont forts, le multipartisme s'est vite établi. Les conflits nationaux viennent d'ailleurs se greffer sur l'héritage léninostalinien et, directement ou non, ils ne font que le menacer.

En Géorgie (pays libre jusqu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, puis encore trois ans après 1918), le Soviet

suprême a saisi l'essentiel quand, en dénonçant, sous la pression de la rue, l'occupation de la Géorgie en 1921 par les bolchéviques, il a affirmé que l'entrée de l'Armée rouge avait surtout pour but de supprimer le régime politique alors en place. En Arménie, la logique de la poussée nationale, voire nationaliste, concernant le Haut-Karabakh, a mené au rejet du diktat du « centre », puis à l'idée de l'indépendance quasi-générale, mais surtout à l'élaboration de structures pluralistes dans la vie politique et sociale. Même chose pour l'Azerbaïdjan, où juste quelques semaines avant les pogroms et l'intervention de l'armée, on a assisté à une initiative symbolique : les manifestants ont détruit le monument aux vingt-six commissaires de Bakou. D'ailleurs, Iazov et Gorbatchev lui-même ne mentent nullement lorsqu'ils expliquent que l'intervention avait pour but de rendre le pouvoir – déjà tombé dans les mains du Front populaire ou de ses fractions – aux « autorités soviétiques » (complètement discréditées). C'est la reconquête du pouvoir qui a compté dans la décision, selon plusieurs députés (arméniens y compris), non la défense des victimes ou l'arrêt des pogromes. Pourquoi, sinon, intervenir si nombreux et si tard ? Pourquoi, surtout, ne pas avoir ouvert la table ronde avec l'aide des sociaux-démocrates et du Centre national-démocrate du Front populaire alors qu'il contrôlait encore la situation ? Il reste à espérer que Gorbatchev en a tiré des conclusions saines pour tout le pays. Espoir, à vrai dire, bien mince...

Car des surprises sont maintenant à attendre de partout, même d'Ukraine, où un certain dynamisme doit beaucoup précisément aux tendances politiques pluralistes développées à travers le mouvement *Roukh*, l'Eglise gréco-catholique, etc. Pendant mon séjour, *Roukh* faisait ses premiers pas, assez incertains, alors que maintenant, après deux mois seulement, bien installé et fort de plusieurs courants autonomes, il pourrait assurer aux prochaines élections la victoire de ses candidats.

## « Pamiat », russophilie et antisémitisme

Le mouvement national en Russie (sauf dans quelques républiques ou régions autonomes) ne peut être, pour des raisons évidentes, que d'une autre nature, mais il fait son chemin et cherche son expression dans cette immense anarchie gelée qui est, depuis 1917, le fruit des décennies de peur et de terreur. Il prend ici directement plusieurs formes politiques ou constitutionnelles et ne se traduit pas toujours dans l'adoption d'une nouvelle attitude envers ses voisins au sein de l'Empire ou bien dans une vision de futures structures de l'Etat. Mais nombreux sont ceux qui, tout en reconnaissant le droit à l'indépendance pour les autres, avancent des projets d'une fédération d'Etats russes (le Centre et le Nord européens, la région de la Volga, l'Oural, la Sibérie, l'Extrême-Orient). D'après ce qu'on sait de son programme, Eltsine est de ceux-là. Dans le camp opposé, celui des conservateurs nationalistes, l'écrivain Raspoutine est, paraît-il, le seul qui propose – non sans amertume, ni peut-être arrière pensée – la sortie de la Russie de l'URSS.

Parlons donc des chauvins, de ce conglomerat de plus en plus agressif et criard. On en a peur aussi, c'est vrai, mais où surtout se développe-t-il ? Parmi de soi-disant intellectuels, avec quelques têtes prestigieuses en leur sein et des éléments parasitaires de l'époque révolue à leurs marges. Ceux-là, depuis un certain temps, essaient de contre-attaquer, de contrôler plus de journaux, de revues littéraires, d'occuper le terrain à la télévision, qu'ils accusent d'être aux mains des Juifs ou des « *enjuivés* » (ils l'appellent – drôle d'humour ! – « *Telavivion* »). Car c'est l'antisémitisme surtout qui les unit et les pousse ; ils désignent tous le Juif comme bouc émissaire.

Ainsi quelques-uns qui pleurent la ruine de la Russie, la destruction de ses assises paysannes et de ses traditions séculaires, qui ressentent de l'humiliation devant la pauvreté d'un pays dévasté, rejoignent-ils les bandes les plus musclées de *Pamiat* et les pires des apparatchiks. Tel est, semble-t-il, le cas de Chafarévitch, grand mathématicien jadis proche de Soljénitsyne et qui a complètement perdu la tête : il est lié maintenant aux néo-staliniens purs et durs. Cette union sacrée, on l'a vue en novembre, au plénum de la direction de l'Union des Ecrivains russes : tout le monde salua les attaques chauvines et réactionnaires de Bondaziev, défenseur de l'orthodoxie impériale-communiste, et en même temps presque toute l'assemblée se leva pour honorer la mémoire des victimes russes du bolchévisme, à commencer par la famille du Tsar. Ce mélange inouï s'est opéré dans une ambiance dominée par la haine du Juif, plusieurs fois exprimée. Depuis lors, en janvier, une bagarre a éclaté à la Maison des Ecrivains, où les intrus ont malmené quelques littérateurs libéraux du groupe *Avril*, puis des meetings se sont tenus, où plurent les mêmes slogans antisémites. Certains journaux et revues comme

« *Jeune Garde* », « *Notre contemporain* », « *Littéraire de Moscou* », dans leur recherche des « couvables », échafaudent les mythes les plus insensés concernant une « judéo-maçonnerie », allant jusqu'à tenir des propos franchement nazis.

Ce qui inquiète surtout, c'est qu'à cette campagne, participent deux ou trois collaborateurs du Comité central... Le pourraient-ils sans bénéficier quelque part d'un appui très puissant ?

Un danger existe de ce côté-là, mais n'est-il pas exagéré ? A Léninegrad, il y a un an, très peu d'électeurs ont voté pour les candidats soutenus par *Pamiat* ; seront-ils plus nombreux cette année ? Un ami m'a dit :

« *Leurs meetings ne réunissent que quelques centaines d'individus, alors que nous, les démocrates, nous pouvons organiser des manifestations de plusieurs milliers de personnes* ». Et pourtant, l'inquiétude et l'angoisse sont dans l'air. J'étais à Moscou quand le bruit a couru que, le 15 août, il y aurait des pogromes devant servir de prétexte à un coup d'Etat. Ce n'était, il est vrai, que le énième bruit de cette sorte et la plupart de ceux que je voyais n'y croyaient pas...

Quoi qu'il en soit et malgré les dangers réels de la période de transition – tout peut arriver dans une situation extrême quand les réformes ne vont pas assez loin – la pensée nationale de ce mouvement chauvin et impérial russe n'a pas, à mon avis, de perspective historique. Au fond, cela ne concerne pas le citoyen soviétique, de l'ouvrier à l'académicien. Tout ce qu'il veut maintenant, c'est être enfin comme les autres, vivre dans un pays normal. Peu enclin aux remords et au grand repentir, abruti, réveillé, blessé dans son orgueil, mais sourd à ces sirènes folles qui chantent la guerre sainte contre une « russophobie » tout imaginaire, l'homme russe, aujourd'hui, non seulement commence à voir des russophobes de fait dans ceux qui l'étranglent depuis sept décennies mais aussi, me semble-t-il, il se moque des grandes destinées de la Russie, même s'il reste ça et là quelques élans de l'ancienne mentalité. Il veut surtout – cela se dit et se lit à chaque pas – que ce pays délabré, fût-il désagrégé, devienne un monde vivable, une sorte d'Autriche, de Pays-Bas ou de Finlande. Finies les utopies et les soi-disant idéaux de 1917 ! Et finis, avec eux, tous les messianismes de la Russie, ainsi que sa recherche, souvent si pathétique, d'identité nationale (ce qui peut, il est vrai, attrister, car sa grande littérature, sa pensée la plus originale en sont indissociables).

## Assouvir sa haine sociale

Ce qu'en revanche la population exige dès maintenant, c'est l'assouvissement de sa haine sociale, que la caste des nantis d'office, des partocrates de toutes sortes soit détruite une fois pour toutes. Cette vague profonde, appelée populiste, truffée parfois d'accents égalisateurs, se nourrit d'abord d'une revendication de justice sociale. C'est elle qui a assuré la promotion de gens comme Eltsine, comme l'ancien juge d'instruction Gdlian, son adjoint Ivanov et plusieurs autres, en qui l'on voyait d'abord des adversaires intrépides de toutes les mafias institutionnalisées. Evidemment, le partage ou la simple liquidation des privilèges de la nomenklatura ne résoudrait rien économiquement. Une évidence aussi élémentaire a servi de prétexte pour se moquer de ce mouvement populaire qui ne regarde pas assez loin. Pourtant le régime, depuis ses origines, repose sur un système de privilèges, fussent-ils dérisoires ; en le combattant, on ébranle les fondements réels du pouvoir dit « soviétique ». Le groupe dirigeant l'a parfaitement compris et, après quelques avances fort modestes faites à ces sentiments généralisés, il a préféré augmenter en secret le salaire des apparatchiks du Parti et de l'Etat. Dans un pays où les secrets n'ont plus cours, une telle manœuvre a sans doute été ressentie comme un véritable défi...

Certes du point de vue économique, il y a, explique la presse, une grande différence entre le combat contre les privilèges ou les abus et celui qui est dirigé contre la toute-puissance de l'Etat-Parti. En outre, on suppose que dans la période de transition – qui pourrait durer longtemps – les problèmes sociaux doivent atteindre un degré d'acuité extrême : la fermeture d'entreprises, le chômage, la hausse brutale des prix, les inégalités toutes nouvelles – cela menace réellement des millions de gens qui sortent du système paternaliste pourri et qui ne trouvent pour l'instant, dans l'économie nationale, aucune porte de salut (une caricature parue dans « *Ogoniok* » nous montre *la faucille et le marteau*, ce symbole sacré, planant dans l'espace ; on lit sur le marteau « *made in USA* » et sur la faucille « *made in Japan* »...).

Ces angoisses devant l'avenir, doublées de revendications sociales immédiates, les syndicats officiels essaient de s'en servir pour se réhabiliter, ou pour appuyer, par un jeu pervers, les apparatchiks aux abois. Ils sont allés ces derniers temps jusqu'à menacer de grèves le gouvernement qui tente prudemment de réduire l'inflation. Ils ont d'abord tâté le terrain en tablant sur l'hostilité populaire présumée envers les coopératives. Ils ont organisé, pour cela, toute une campagne au Soviet suprême où le gouvernement, il faut le noter, se trouvait plutôt pris entre deux feux, attaqué qu'il était d'un côté par les éléments « radicaux » et de l'autre par les syndicats devenus « populistes ». J'ai suivi à la télévision, comme tout le monde, ces manœuvres syndicales et j'ai eu l'impression qu'elles n'aboutiraient pas. Car personne n'est dupe. On voit partout que ce n'est pas « le peuple », mais les appareils locaux soutenus par la banque d'Etat qui serrent la vis aux coopératives, ces embryons d'un marché plus libre ; on s'y emploie par mille restrictions, les banques leur refusant toute trésorerie, etc. ; et l'on sait qu'après les premières réactions négatives à leurs activités quelquefois sauvages, voire spéculatives, la population, surtout en province (il faut lire les reportages publiés dans la presse), leur devient moins hostile, et même plus solidaire à mesure que, lentement mais irrésistiblement, elles s'imposent sur le marché et dans la vie quotidienne (selon V. Tikhonov, Président de l'Union des Coopératives de l'URSS, le volume de leurs productions et services s'est élevé à 6,1 milliards de roubles en 1988 et à 32-34 milliards en 1989).

Ce n'est pas par hasard que Boris Eltsine, qui suit sans doute attentivement l'état d'esprit du pays, vient d'inclure dans son programme l'initiative privée. Du point de vue « populiste », qu'est-ce que cela peut lui apporter ? Que peut lui donner, dans un autre registre, la revendication du multipartisme immédiat ? Et pourtant, tout comme Gdlian et Ivanov, il s'est prononcé au côté de Sakharov en faveur de la grève générale pour supprimer l'article 6 de la Constitution (et il a promis, après la mort de l'académicien, de tout faire pour mettre ses idées en pratique).

## Gorbatchev centriste ?

Certains piliers ou institutions du régime peuvent encore, surtout au fin fond de la Russie, sembler rester stables, sinon immuables. Tout change néanmoins, rien n'est définitif. Telle est mon impression la plus simple et la plus importante. Pour un système totalitaire immobile censé être, de par son idéologie, le but ou le couronnement de l'histoire, c'est beaucoup ! Sakharov était bien seul à exiger, il y a encore quelques mois, la suppression du monopole du Parti. Les mineurs du Kouzbass et de Vorkouta qui l'ont réclamée après

lui paraissaient encore plus ou moins isolés. Le Soviet suprême, sous la houlette de Gorbatchev, était alors loin des débats passionnés sur le sujet et du vote surprise qu'on a vu récemment. La nomenklatura, pas encore saisie de panique, n'osait pas vilipender ouvertement « *l'opportunisme gorbatchévien* ». Et Gorbatchev lui-même ne soupçonnait pas qu'il serait obligé, juste avant les nouvelles élections, de tirer des leçons de l'effondrement du « *camp socialiste* » et de ses « *partis dirigeants* »...

Pourra-t-il encore longtemps louvoyer sans choisir une base politico-sociale pour demain et après-demain ? Car dans une situation aussi évolutive et mouvante, aussi grosse d'imprévu et de précipitations, on n'asseoit pas durablement son pouvoir sur la peur, fût-ce la peur de l'anarchie, des désordres ou du retour à l'ordre ancien. Il y a deux ou trois mois, Gorbatchev a dit, devant les représentants de la presse : « *On me reproche de vouloir rester assis sur deux chaises. C'est faux. J'ai une chaise, et c'est la mienne* ». Il voulait dire que la sienne, c'était celle du centrisme. Ses monologues au Soviet suprême, souvent vifs, parfois irrités, montrent un homme qui, même blessé – car certains « radicaux » ne le ménagent guère –, même contraint à une humilité apparente, veut suivre obstinément la direction qu'il a annoncée.

Mais, même rallié à l'abolition de l'article 6, même plus ouvert à l'idée du pluralisme politique, est-il prêt à dialoguer avec des forces non-communistes ou anti-communistes en train de s'organiser ou, ce qui est bien plus probable, voudra-t-il continuer à réfuter les « extrémistes » des deux côtés, ceux de la « droite » du Parti et ceux de la « gauche », des réformateurs les plus hardis qui ont peine à suivre l'impatience de la population ? Gorbatchev, en un mot, cherchera-t-il à devancer les événements ou bien – avec des risques énormes pour tous – à se traîner à leur suite ? Tacticien astucieux et rusé, il n'a, paraît-il, rien du stratège dont tout le monde a maintenant besoin. Pragmatique plus ou moins éclairé, c'est peut-être moins les dogmes qui le retiennent que ses craintes héritées du système, d'un développement un peu trop spontané qui lui interdirait de *gagner d'avance*.

Quelques-uns, en Russie et surtout en Occident, affirment qu'en l'absence d'une opposition puissante et bien installée, Gorbatchev ne peut brusquer les choses, non seulement à cause des forces consi-

dérables d'inertie ou des résistances qu'il rencontre, mais d'abord parce que le Parti, avec ses Ligatchev, Slioukov, Ivachko et consorts, représente le seul pouvoir structuré dans le pays, et que son soudain effondrement – au lieu de sa prudente réforme intérieure – livrerait le pays au chaos. Ces raisonnements veulent ignorer l'essentiel : Gorbatchev a cent fois prouvé qu'il pouvait toujours imposer sa volonté à l'appareil du Parti, mais tant qu'il ne rompra pas définitivement avec lui, il sera, quoi qu'il fasse, de plus en plus isolé et, fût-il Président du Soviet suprême ou Président tout court, il ne bénéficiera pas, aux yeux de la population, d'une autre légitimité que celle (discréditée, sinon nulle) qui lui est venue de ce même appareil.

Il suffit d'intervir l'ordre des facteurs pour se persuader que c'est la nation (ou les nations) elle-même, peut-être moins conservatrice qu'on ne le pense, qui, par sa mutation rapide, à travers bonds et rebonds, est en train de brusquer les choses, d'ébranler le pouvoir du Parti. Si l'opposition au sein du Soviet suprême ne compte aujourd'hui que 140 personnes, si les Fronts populaires, et plusieurs mouvements à l'échelle nationale, ne sont pas encore assez structurés et ne proposent pas toujours de programmes assez développés, c'est seulement avec eux, dans leur direction, que doivent être menées des tentatives de dialogue et se conclure des accords de compromis pour qu'on puisse éviter les méfaits du chaos ou – d'après les termes employés par la presse – les « *actions extra-parlementaires* ».

Pour revenir à Gorbatchev lui-même, cela veut dire être prêt au partage graduel du pouvoir. Mais il ne faut pas trop compter là-dessus : dans ce domaine, étant donnée surtout la longue tradition du régime, on donne ce qu'on a non du fait d'obligations reconnues ou d'une générosité innée, mais uniquement selon la nécessité imposée...

### Le pouvoir de Gorbatchev fortement entamé

Et pourtant, le pouvoir réel de Gorbatchev est depuis plusieurs mois fortement entamé. Certains commentateurs d'Occident répètent toujours : « Il gère la perestroïka ». C'est fini : il ne gère plus rien, ou presque. Ce qu'il fait depuis longtemps, c'est rattraper. Cette évidence s'est imposée lors de l'explosion survenue en Europe de l'Est.

En Europe de l'Est, Gorbatchev ne peut plus rien ou très peu, et il le sait bien. En revanche, en Union soviétique, à partir des leçons tirées de l'effondrement des « partis frères », il peut encore – ou croit encore pouvoir – beaucoup. D'où le dernier plénum « dramatique » du Comité central et ses ouvertures tardives, solennellement proclamées, mais en fait bien timides. Car si l'appareil, très peu bienveillant envers Gorbatchev et pourtant incapable de le remplacer, a tiré ses conclusions, quelles sont au juste celles que lui-même a tirées ? Serait-il enfin disposé à regarder plus loin et, pourvu qu'il puisse me-

ner sa barque, à se diriger, prudemment mais résolument, vers l'inévitable, résumé dans les revendications formulées : abandon final du Parti unique, démantèlement de la nomenklatura et de la police secrète, liberté d'entreprise et liberté syndicale, élections non truquées, terre rendue aux paysans, démembrement de l'Empire soviétique ? Si, en un mot, il prête l'oreille à ce « *72 ans de chemin pour nulle part* » qu'on lit sur les banderoles brandies dans tant de meetings, Gorbatchev pourrait, pendant quelques temps, retrouver des bases politiques, nationales et peut-être sociales. Car il y a encore, dans le pays, pas mal de gens, j'en connais, qui le considèrent comme un « parent dévié », égaré dans trop d'arrangements avec l'appareil.

Quant à la masse des apparatchiks, les raisons de leur hostilité sont évidentes : ceux-là ont fait une croix sur ce qu'ils peuvent attendre de lui. Et malgré tous les ménagements qu'il leur prodigue, dont

la nouvelle carte en faveur d'un pouvoir central fort, ils se rebiffent quand ils le peuvent, montrent les dents et surtout attendent leur revanche. Les intellectuels, pour leur part, notamment les « radicaux » qui lui doivent pourtant plus que les autres, ne lui pardonnent pas ses louvoiements et temporisations, les espoirs fallacieux qu'il a éveillés en eux, ses demi-mesures. Au surplus, ils jugent sévèrement son rôle dans les crises de Transcaucasie et particulièrement dans la tragédie de Tbilissi, le 8 avril 1989. Malgré les conclusions d'une commission du Soviet suprême qui ne met pas Gorbatchev en cause, tout le monde ou presque est en effet persuadé que c'est lui, avec ses collègues du Politburo, qui, après son retour d'Angleterre, a donné les derniers ordres. Qu'il n'ait pas voulu le massacre, on peut en être sûr, mais il n'y a pas de doute qu'il voulait en finir avec la *chienlit*. Résultat : la Géorgie en effervescence indépendantiste et, ces derniers jours, les appels insistants pour qu'on abatte l'immense statue de Lénine dominant le centre de Tbilissi.

Pour ce qui est de l'homme de la rue, il n'a pas oublié les débuts peu glorieux de l'ère Gorbatchev : la campagne anti-alcoolique, celle de « l'accélération », etc. ; pour lui, la perestroïka, c'était d'abord de longs discours confus et souvent maladroits de Gorbatchev (qui parle moins maintenant, mais qui, soit dit en passant, massacre toujours le russe), et c'est avant tout un verbiage interminable alors qu'on veut des résultats concrets pour la vie de chaque jour. Ce peu d'amour et même parfois cette haine envers Gorbatchev peuvent paraître, de loin, excessifs et en tout cas immérités, mais rien à faire, c'est ainsi que vont les choses. Et quand deux ouvriers, dans une lettre à « Ogoniok », ridiculisent son affirmation que « *le Parti est le seul initiateur et garant de la perestroïka* », ils savent bien à quoi s'en tenir, car « *presque personne n'y croit* ». Je me souviens d'un camionneur quadragénaire rencontré à Moscou qui résumait ainsi, contre Gorbatchev, le seul effet positif des changements : « *Ils ne réussiront plus jamais à tromper le peuple* ». Avait-il tort ?

### Une ambiance de fin de siècle

Tous ceux que j'ai pu rencontrer croient que c'est la fin du régime communiste. Disons plus prudemment que c'est le commencement de la fin. Mais par ailleurs, les obstacles et résistances se sont révélés tels que personne n'attend rien de bon, des années à venir. Cette dualité de perception quasi-névrotique crée, d'une part, bien des pessimismes et de l'autre, une ambiance genre « fin de siècle ». A la télévision, on voit des guérisseurs se vanter d'avoir réalisé des miracles, et même en accomplir d'autres sous les yeux du public : femmes qui entrent en transe, enfants paralytiques qui marchent, rhumes, cicatrices ou cancers vite disparus, téléspectateurs « inspirés » à distance par un regard magnétique et qui se font opérer sans anesthésie. Il est vrai que quand les médicaments et les médecins eux-mêmes manquent à ce point... Plusieurs journaux parlent des OVNI, on cite triomphalement des témoins qui les ont rencontrés, et des congrès tenus sur le sujet réunissent de plus en plus d'enthousiastes. Le renouveau indéniable de la religion s'accompagne de nombreuses publications de philosophes russes hier encore bannis (Soloviev, Florenski, Berdiaev, Chestov, Frank...), tous rendus aux lecteurs par décision du Politburo, et de la constitution toute récente en URSS de la Société Biblique Indépendante. Il s'accompagne aussi d'un spiritualisme flou qui va du grouillement de diverses sectes jusqu'au mélange le plus grotesque là où l'on tente, selon l'« esprit du temps », d'unir les commandements ou les symboles du christianisme aux orientations affichées d'un « socialisme humaniste ». Rien de plus ridicule, ni peut-être de plus sinistre que ce kaléidoscope, sur le petit écran, de bulbes d'églises, de cloches qui bourdonnent, de beaux monastères tristes et vides, entre le discours d'un apparatchik et les convulsions d'un groupe rock. Et en

même temps, malgré quelques ouvertures et plus de tolérance de la part des pouvoirs publics, malgré aussi de multiples pétitions, grèves de la faim, reportages dans la presse, les croyants très souvent sollicitent en vain l'ouverture ou la réouverture d'une église, cependant que l'Eglise orthodoxe elle-même, avec son clergé et sa hiérarchie docile, reste toujours sous la coupe d'un Comité d'Etat spécialisé et – naturellement – du KGB.

Ce tableau peut paraître trop sombre et sans espoir, bien que ce ne soit qu'une prise de vue momentanée, car plus rien dans le pays n'est définitif. En voici un exemple. Que les Russes soient bien plus solidaires entre eux (sauf, comme on le rappelle en citant Pouchkine, dans leur « *rébellion sans raison ni pitié* ») et que les Soviétiques le soient bien moins (on peut deviner le sort des centaines de milliers de Russes qui vont probablement devoir quitter plusieurs régions périphériques brûlantes de l'URSS), cette conviction a été littéralement ébranlée par la grève des mineurs, par leur parfaite organisation à travers le pays et par leur ferme dignité pendant les négociations avec le gouvernement. La surprise de l'homme de la rue, voire son émerveillement, ont été d'autant plus grands que les intellectuels et les réformateurs les plus radicaux, trop souvent sans contact avec les mouvements sociaux, ont cette fois vite réagi : plusieurs députés, *Mémorial* et d'autres organisations se sont unis aux grévistes, leur ont envoyé de l'argent, etc, alors que quelques-uns, dont l'académicien Tikhonov, aidaient sur place les mineurs en grève à élaborer leur programme économique et politique. L'été prochain, selon plusieurs observateurs, sera marqué par des grèves plus dures et peut-être plus décisives.

## Mais où sont les paysans ?

Où que l'on porte aujourd'hui le regard, il n'est pas possible de prononcer un jugement définitif. Prenons encore le cas de la paysannerie ou de ce qui, après son calvaire, en reste. Chaque fois qu'on insiste sur la nécessité de liquider les kolkhozes déficitaires et de rendre, une fois pour toutes, la terre aux paysans, des voix sceptiques, si ce n'est hostiles, s'élèvent de partout : « *Mais où sont-ils, ces paysans ?* ». La presse et la télévision ont beau présenter ceux qui le savent et qui veulent la redistribution des terres, l'Association d'exploitations et de coopératives des paysans russes, nouvellement créée, a beau formuler des revendications tout à fait claires (elle pourrait se développer en parti politique), c'est toujours peine perdue. Bien que, d'ores et déjà, elle ait droit de cité dans tel ou tel discours politique (un sociologue, dans « *Ogoniok* », vient de la lier directement à tout pluralisme réel), la propriété privée fait toujours peur idéologiquement, y compris sans doute à Gorbatchev lui-même. Si la loi est votée, la propriété d'Etat pourrait devenir un bail. Mais d'après tous les économistes indépendants, une telle demi-mesure ne donnera rien, car le paysan ne prendra plus de risques là où l'Etat est capable de tout se réapproprier un jour. Même si le bail devient perpétuel et héréditaire, ce grand pas en avant (au regard des projets initiaux) ne changera, au fond, que peu de choses : l'Etat collectiviste disposera toujours de mille mécanismes, restrictions, pressions... Est-ce donc l'impasse ? Non, je crois que les choses vont mûrir et que l'inévitable viendra. Des projets de dénationalisation générale, y compris de la terre, sont déjà lancés dans la presse. Si seulement le pays pouvait encore attendre !

Car depuis un certain temps, l'impression se

confirme que, plus vite que les peurs, plus irrésistiblement, montent des impatiences qui trouvent des interprètes pénétrants et des porte-parole résolus. On se rappelle la défiance qui régnait il y a un an ou deux : « *Mais d'où peuvent sortir, dans ce pays écrasé, de vrais hommes politiques ?* ». Or, au Congrès des députés, à la surprise générale des gens sont venus, parfois des provinces les plus éloignées, avec des discours fermes et de très bons programmes. Qu'ils soient là toujours en minorité et que la pression se déplace dans la rue, ne diminue en rien la portée des nouvelles élections qui pourraient, quels que soient les trucages effectués dans les zones les plus reculées, porter un grand coup de plus à la machine totalitaire. Bien que cette dernière grince et résiste, que le mouvement qui la secoue ait ses flux et reflux, mon impression est qu'à chaque fois que les citoyens voient une occasion, ils la saisissent et se donnent de nouvelles chances, et que chaque fois qu'ils découvrent une fissure, ils s'y ruent pour la transformer en brèche.

Rien n'est donc définitivement joué, mais en tout cas, il y a maintenant des raisons d'espérer. Certes, pour des millions de gens, mes amis me l'ont cent fois répété, le chemin à parcourir sera long, ardu et pénible. Mais l'attente elle-même a été si éprouvante, tellement obsessionnelle, cachée si profondément dans un si long désespoir que l'histoire, maintenant, paraît lambiner, insensible à la brièveté d'une vie humaine. Pourtant, les mêmes amis, quelle que soit leur fatigue ou leur amertume, ont tous été gagnés par la conviction que plus rien, là-bas, ne serait comme avant, et qu'aucun coup d'Etat ne pourrait plus faire revenir le pays en arrière. Ce serait, toutes proportions gardées et l'unité de la nation en moins, un peu comme la situation créée en Pologne avec Jaruzelski en 1989...

## Bref dialogue avec François Mitterrand

Il y a presque sept ans, reçu par François Mitterrand, je lui disais à peu près ceci : « *Monsieur le Président, vous voyez ce qui se passe en Afghanistan, sa résistance, ses combattants, grâce à la télévision et à plusieurs astuces de communication. Vous savez aussi, grâce aux mêmes techniques, aux diplomates ou correspondants sur place, ce qui se passe actuellement en Pologne : syndicats libres, coup d'Etat militaire, actions clandestines... Mais comment, avec quels moyens se rendre compte qu'à partir de ces deux guerres, une très longue époque est enfin terminée ? Et que ce système communiste, jusqu'à son noyau, est à bout de souffle ? Comment discerner, à travers tant de murs, ce qui se passe ou peut-être se prépare en Russie, où des milliers et des milliers de gens aspirent à la liberté ? Pourvu qu'ils ne soient jamais oubliés !* ».

Lui, attentif, quoique bien incrédule, n'a, pour toute réponse, qu'exprimé un grand étonnement : « *Des milliers de gens ?* ». Hésitant moi-même, pris de doute je l'avoue, je n'ai pu que lui confirmer ce qui n'était alors qu'une forte intuition et que maintenant, je crois pouvoir tenir pour une vérité prometteuse.

Je me cite, non pour tirer vanité de ma clairvoyance miraculeuse (car de nos jours, jouer les prophètes relève de la pire imbécillité), mais pour remarquer simplement qu'il serait plus avisé, en politique (pour ne pas dire plus juste et même plus sûr), de regarder enfin du côté des aspirations des gens, plutôt que de s'agripper à des *statu quo* temporaires et de s'attacher, pour des raisons équivoques, au seul destin de celui qui, après tout, n'est qu'un simple détenteur provisoire du pouvoir.